

# Mutualité, Mercredi 28 septembre journée de mobilisation nationale pour la prise en charge du soin

**Rendez-vous à Avignon, Mercredi 28 septembre à 10h30, devant la Cité administrative Cours Jean Jaurès.**

Plus de 15 organisations des métiers du soin et de l'accompagnement du secteur privé non lucratif acteurs associatifs et mutualistes se rassembleront en Provence-Alpes-Côte d'Azur et en Corse.

## La raison ?

Alerter le grand public sur la dégradation des conditions des professionnels et sur les enjeux du prendre soin. Leurs revendications : La reconnaissance des métiers du soin et de l'accompagnement afin que les personnes vulnérables puissent continuer à vivre dans la dignité.

## En clair

Les professionnels du sanitaire, du social et du médico-social demandent la mise en œuvre du financement des mesures Ségur et Laforcade annoncées par le Gouvernement ; La revalorisation salariale ; Une égalité de traitement pour tous les métiers ; La compensation de la perte du pouvoir d'achat ; La reconnaissance des métiers du soin et de l'accompagnement afin que les personnes vulnérables puissent continuer à vivre dans la dignité.

## Ce que disent les chiffres

Le secteur social et médico-social associatif représente 70 corps de métiers différents, près de 600 000 salariés. Il a connu une augmentation de ses effectifs de près de 12 % en 5 ans et 3,4 % de croissance annuelle de l'emploi sur la dernière décennie. En parallèle, le nombre de candidats dans les écoles qui forment aux métiers du soin et du travail social est en baisse depuis plus de 10 ans (- 39 % entre 2010 et 2017).

## Ils expliqueront les raisons de cette mobilisation nationale

- . Marseille à 10h sous l'ombrière du Vieux Port, Quai de Rive neuve ;
- . Digne-les-Bains à 10h devant le CD/Préfecture, 13 avenue du Dr Romieu ;
- . Nice à 10h devant le Cadam, 147 boulevard du Mercantour ;
- . Toulon à 11h dans les locaux du FJT Central'Place, 11 place d'armes ;
- . Avignon à 10h30 devant la cité administrative, Cours Jean Jaurès ; . Et aussi les Hautes-Alpes et la Corse ;

## Qui sont-ils ?

URIOPSS (Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés non lucratifs sanitaires et

Ecrit par le 23 novembre 2024

sociaux), CNAPE (Convention Nationale des Associations de Protection de l'Enfant), FAS (Fonds d'Aide Sociale), UNAPEI (Union nationale des associations de parents d'enfants inadaptés), MUTUALITE , ALID (Association pour le logement et l'insertion des plus démunis), NEXEM (nouvelle organisation professionnelle des employeurs du secteur social, médico-social et sanitaire à but non lucratif), FEHAP (Fédération des Etablissements Hospitaliers et d'Assistance Privée), Addictions France, APF (Association des paralysés de France), FN3S (Fédération Nationale des Services Sociaux Spécialisés Protection de l'Enfance), UNA (Union Nationale de l'Aide, des Soins et des Services aux Domiciles), UNAFO (Union professionnelle du logement accompagné), URAHJ (Union Régionale pour l'Habitat des Jeunes en Ile-de-France), URCLLAJ (Comité Local pour le Logement Autonome des Jeunes).

MH

---

## Pertuis : mobilisation pour la préservation des terres agricoles

Ecrit par le 23 novembre 2024



Près de 800 personnes viennent de participer à un week-end de mobilisation pour la défense des terres agricoles et naturelles du bord de Durance. Baptisé 'Charivari' ce carnaval revendicatif visait à alerter sur les risques d'artificialisation de 86 hectares de terres agricoles et naturelles, en plaine inondable de Durance, afin de doubler la superficie actuelle de la zone d'activité existante.

Organisé par les occupants de la Zap (Zone à patates, en référence à la culture locale traditionnelle de Pertuis) et soutenue par [Confédérations paysannes de Paca](#) et de nombreux collectifs et associations locales comme [Terres Vives Pertuis](#), [SOS Durance Vivante](#) et le [COLL·E·C](#) (Collectif d'échanges citoyens du Pays d'Aix), cette opération avait pour objectif de « s'opposer aux expulsions, aux expropriations et pour l'abandon du projet d'extension de la Zone d'activité économique ». Pour les acteurs de cette mobilisation sans précédent concernant ce dossier, ce projet n'a aucune « réelle justification économique ».

Ensuite, dans la soirée plus de 1 000 personnes avaient fait le déplacement pour participer à un marché paysan et d'artisanat, un bal traditionnel et des concerts. Le dimanche, discussions entre différents lieux de luttes de France et d'autres pays frontaliers, venus soutenir la ZAP, chantiers participatifs et concerts jazz ont clôturé ces deux journées.

Écrit par le 23 novembre 2024



### Mobilisation sans précédent

« Il s'agit de la plus grosse mobilisation sur Pertuis, pour s'opposer à ce projet emblématique de l'échec des politiques publiques dans l'arrêt annoncé de l'artificialisation des terres agricoles et naturelles, poursuivent les organisateurs. Chaque fois que nous faisons disparaître des terres agricoles locales, nous augmentons notre dépendance aux produits importés, aux énergies fossiles et à la géo-politique mondiale. »

### Incidents chez Pellenc

Le samedi, si la manifestation s'est déroulée pacifiquement le passage devant les vitrines d'exposition des véhicules agricoles du groupe Pellenc a été marqué par quelques incidents.

« Les murs et les machines agricoles exposées ont été la cible d'une vingtaine de personnes impossible à identifier et incontrôlables », regrette la Confédération paysanne Paca qui condamne fermement « toute action de violence et de dégradation. Ce type d'agissement ne fait pas partie de ses modes d'actions. Cependant, ces dégâts matériels ne doivent pas faire oublier que l'importance de préserver les terres agricoles est de plus en plus forte. L'urgence climatique et sociale ainsi que l'autonomie alimentaire doivent devenir des priorités. Ces dégradations ne doivent pas faire oublier les nombreux manquements, passages en force, défauts de justification, incohérences et entorses à la loi qui entachent les différents dossiers inhérents aux autorisations nécessaires à la destruction de ces terres agricoles. »

Depuis 2019, des actions de communication et de tractages, des recours en justice, puis l'occupation des terres par la remise en culture (légumes et verger) se sont multipliées pour faire barrage au projet.

Ecrit par le 23 novembre 2024

L.G.

